

faire la lumière sur un permis d'empoisonner

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

5 juillet 2019

Il y a deux façons d'appréhender les tergiversations de l'État en ce qui concerne le scandale de la pollution au chlordécone des sols de Guadeloupe et de Martinique. Soit on se dit qu'il s'agit d'un énième avatar des relations biaisées qui découlent de rapports entre colonisés et colonisateurs. Soit on se dit qu'il est courant de voir la haute administration traiter les dossiers brûlants comme celui-là par l'évitement ou par le déni, quel que soit le territoire de la République concerné. Bien sûr aucune des explications ne satisfait le citoyen, qu'il soit de Guadeloupe, de Martinique, de Bretagne ou de Trifouillis les Oies. Il y a une constance lorsque des transgressions de cette gravité bafouent l'intégrité des hommes et celle de l'environnement. Elle est sacrifiée au profit de l'industrie, de l'entreprise. Argument imparable : la sauvegarde des emplois. L'argument fait mouche neuf 99 sur 100. Or, il a été maintes fois démontré que derrière ce paravent, les industriels vendent du vent. Aujourd'hui chacun le sait. Y compris les gouvernements. En revanche, les profits engrangés par les bénéficiaires des entorses à la loi et à la morale sont passés sous silence.

L'hypocrisie et les complicités qui ont prévalu dans l'affaire du chlordécone ont abouti à un permis d'empoisonner. On comprend qu'en haut lieu, on ne veuille pas remuer les cendres. Les archives qui retracent les conditions dans lesquelles ont été accordées des dérogations à l'importateur du chlordécone aux Antilles ont disparu. La belle affaire ! La réponse du haut fonctionnaire interrogé sur le sujet marque son agacement. « *Il ne peut répondre sur la qualité de l'archivage* ». Cette façon habile de dire qu'il n'en a rien à faire ne trompe personne. En tout cas pas les Martiniquais et les Guadeloupéens, principales victimes du chlordécone. Quant à l'annulation de l'étude madiprostatale qui devait vérifier le rôle du chlordécone dans la survenue du cancer de la prostate, c'est une farce tragique jouée au détriment de la santé des Martiniquais et

des Guadeloupéens. Madame Buzin a ordonné l'arrêt des financements sur les conseils d'un cercle d'experts dont on ignore tout de leurs compétences. Et pour cause. Ils sont anonymes. Fermez le ban !